

École Waltz : l'incompréhension

Après les congés de printemps, l'école Jean-Jacques-Waltz de Colmar a repris hier matin les cours en manifestant son incompréhension face aux suppressions de postes qui amputent le réseau d'aide aux enfants en difficultés (RASED). Parents et enseignants estiment que leur établissement, situé en zone d'éducation prioritaire, a vraiment besoin de ces postes.



C'est la deuxième fois en moins d'un mois que l'école Waltz se mobilise. Le 5 avril déjà, parents d'élèves et enseignants avaient organisé dans la cour de l'établissement, sous les fenêtres de l'inspecteur de circonscription, Daniel Riber, une manifestation (DNA du 6 avril).

Hier à nouveau, le mouvement avait pour but d'exprimer le désaccord des intéressés avec la suppression prévue du poste de rééducatrice, (maître G dans le jargon de l'Éducation nationale). Cette suppression s'inscrit dans une politique nationale qui vise à réduire le nombre de fonctionnaires. A chaque rentrée, l'école paye son tribut à cette politique. Dans le Haut-Rhin, ce sont 28 postes de RASED qui sont sur la sellette cette année.

Valérie Weibel, l'enseignante spécialisée dont le poste est menacé, est affectée au RASED (Réseau d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficultés) de Waltz. Elle suit les élèves ayant des difficultés importantes dans cette école, mais aussi dans d'autres (Brant, Lilas, Pâquerettes...). Elle accompagne 60 enfants dans cinq établissements. Une vingtaine d'autres sont en attente de prise en charge.

« Notre travail se situe à la charnière de l'éducatif et de la thérapie. Il a toute sa place à l'école et permet d'apporter une réponse rapide », souligne l'enseignante rééducatrice.

Alors que le Conseil Départemental de l'Éducation Nationale s'est réuni hier pour statuer sur les fermetures et ouvertures de postes (voir aussi en page Haut-Rhin), l'école Waltz a tenu à rappeler l'importance du RASED dans un établissement qui concentre un certain nombre de difficultés sociales.

Des compétences particulières

« Beaucoup d'enfants ont besoin de cette aide. Le mien n'est pas concerné pour le moment, mais demain il pourrait l'être », assure Gabrielle, une maman.

« L'école est le premier réceptacle des problèmes de la société. Le RASED, ce sont des compétences particulières adaptées à la prise en charge de certains enfants », souligne Christine Gindensperger, la directrice. « Je ne comprends pas l'intérêt financier de cette suppression de poste. Les enfants qui relèvent d'une aide particulière devront consulter en dehors de l'école. Ce suivi a aussi un coût pour la société, même si ce n'est pas le budget de l'éducation », s'interroge une enseignante.

Pour Maria Carpentier, responsable des délégués de parents d'élèves, Waltz est situé dans un quartier défavorisé où les familles ne consultent pas facilement à l'extérieur de l'école : « Les parents ont confiance en l'institution scolaire, ils en attendent l'aide nécessaire. Si le RASED est supprimé, leurs enfants seront laissés pour compte. »

« L'école publique doit s'occuper de tous les enfants »

« J e n'ai pas vocation à prendre de décision contre le Comité Technique Paritaire », a dit Daniel Riber, l'inspecteur de circonscription. Hier matin, il a longuement reçu une délégation de parents accompagnés de la directrice, sans vraiment apporter d'éléments nouveaux au débat. « Il nous a dit que l'école n'avait pas vocation à accueillir tous les problèmes de la société. Nous, on pense que l'école publique doit accueillir tous les enfants », souligne un papa.

La protestation a duré 45 minutes puis enseignants et élèves ont regagné les classes.

Agnès MULLER